

planifier l'utilisation des terres et de gérer les établissements intégrés. La délégation a souligné particulièrement la nature intersectorielle de la question, surtout en ce qui a trait à la gestion des terres, des ressources en eau douce, des régions côtières et des déchets. Par conséquent, les établissements humains ne devraient pas seulement constituer un chapitre distinct d'Agenda 21, mais devraient faire l'objet d'un examen par rapport aux autres points de cet agenda.

La délégation allemande a annoncé qu'elle était prête à convoquer une conférence internationale sur les stratégies en vue de l'amélioration de l'environnement urbain, qui se tiendrait à Berlin, en février 1992, afin d'échanger des idées et d'offrir des options pour Agenda 21.

Les États-Unis ont fait remarquer que l'urbanisation était un outil puissant pour assurer la prospérité économique à l'échelle nationale et rendre plus accessibles les services sanitaires, éducatifs et sociaux de base. Mais, ils ont admis que les villes ont créé une multitude de problèmes nouveaux et souvent mal compris tels que les effets négatifs sur l'air, la terre et l'eau. Ils ont fait appel à des donateurs bilatéraux et multilatéraux en vue d'établir pour les programmes des objectifs crédibles visant à accroître la réserve de logis convenables et d'infrastructures connexes. Ils ont réalisé que la nature du problème était complexe et que les solutions nécessiteraient qu'on modifie les anciennes politiques économiques et sociales du pays en cause.

Les Philippines ont fait remarquer, lors d'une intervention particulièrement forte, qu'il y avait lieu d'intégrer l'organisation socio-économique en ne considérant pas seulement l'infrastructure matérielle. Il est essentiel que les utilisateurs de cette infrastructure participent directement et étroitement aux programmes. Il faut considérer la population comme un actif plutôt qu'un passif, dans la mise en oeuvre des programmes d'éducation, de développement des capacités et de mobilisation des ressources communautaires. Il faut également créer des emplois dans le voisinage des logements. Le développement économique doit au-delà de la production pour assurer la prestation de services. Pour les régions rurales, cela veut dire attirer les services vers les établissements humains situés à l'extérieur des villes à la fois pour diminuer les pressions sur la migration et fournir d'autres moyens d'existence aux communautés qui dépendent de l'industrie forestière. La délégation des Philippines a proposé l'adoption de mécanismes novateurs dans le domaine de l'urbanisme en vue d'obtenir une répartition équitable des ressources dans les grandes villes. Ces mécanismes pourraient être des politiques permettant aux quartiers riches d'aider à subventionner les quartiers moins favorisés de la ville, ce qui assurerait une redistribution des ressources en vue de résoudre les problèmes environnementaux urgents. Enfin, la délégation des Philippines a plaidé particulièrement en faveur des villes sujettes aux catastrophes, comme par exemple les inondations, les tremblements de terre, etc.